Medienspiegel zu Asbest
26. Februar 2015

Avenue ID:	1013
Artikel:	6
Folgeseiten:	2

		Auflage	Seite
26.02.2015	24 Heures Lausanne **L'amiante, un fléau de retour du passé**	31'421	1
26.02.2015	24 Heures Lausanne **Berne lance une table ronde pour aider les victimes de l'amiante**	31'421	2
26.02.2015	Le Temps **Une table ronde pour les victimes de l'amiante**	37'021	4
26.02.2015	Neue Zürcher Zeitung **Bundesrat setzt runden Tisch für Asbestopfer ein**	114'209	5
26.02.2015	Tages-Anzeiger **Bundesrat setzt runden Tisch für Asbestopfer ein**	172'920	6
25.02.2015	Agentur (ats) **Amiante: une table ronde pour aider financièrement les malades**	Keine Angabe	7

Datum: 26.02.2015

24 heures

Hauptausgabe

24 Heures
1001 Lausanne
021/ 349 44 44
www.24heures.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 31'421
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.211
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 2
Fläche: 18'996 mm²

Editorial

L'amiante, un fléau de retour du passé

Patrick Chuard
Correspondant parlementaire

Enfin un geste politique pour les victimes de l'amiante. Le Conseil fédéral a mis sur pied hier une table ronde dans le but d'indemniser ceux qui ont subi les effets de cette fibre redoutable, qui continue de semer la mort vingt-cinq ans après son interdiction officielle en Suisse. Il y a une logique à vouloir faire payer les responsables de la catastrophe sanitaire, plutôt que le contribuable. Dans cette délicate mission, c'est l'ancien ministre Moritz Leuenberger qui est appelé à reprendre du service. L'imprévisible Zurichois devra dénicher des trésors de patience et de persuasion pour amener les industriels ou les assurances à passer à la caisse.

«L'amiante constitue un dossier complexe, parce qu'il s'étale sur un temps très long»

On peut se demander pourquoi Berne a attendu si longtemps pour agir. La proposition d'un fonds d'indemnisation national faite au parlement l'an dernier a probablement aidé à concrétiser cette table ronde. Le Conseil fédéral adopte le même réflexe que pour le problème des enfants placés abusivement: sous la pression populaire, il a créé une table ronde afin de débloquer des aides immédiates. En l'occurrence la manœuvre a le mérite de lancer du concret, même si les Chambres s'avisent de torpiller le projet de fonds d'indemnisation.

L'amiante est un problème sanitaire, dont la Confédération et les cantons ont bien pris la mesure ces dernières années. Mais il constitue aussi un dossier complexe à gérer en politique, parce qu'il s'étale sur un temps très long. L'ancien produit miracle tue sournoisement, des décennies plus tard. Aux yeux de la loi, c'est même du passé: la Suisse n'accorde pour l'instant qu'une prescription de dix ans aux victimes. La droite et l'économie craignent d'ouvrir une boîte de Pandore en rallongeant trop les délais de prescription. Et surtout, si elles le font pour l'amiante aujourd'hui, elles craignent de devoir passer à la caisse pour d'autres matériaux demain. Qui sait ce que nous réservent les technologies miracle du moment?

Datum: 26.02.2015

24 heures

Hauptausgabe

24 Heures
1001 Lausanne
021/ 349 44 44
www.24heures.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 31'421
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.211
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 5
Fläche: 61'618 mm²

Santé

Berne lance une table ronde pour aider les victimes de l'amiante

L'ex-conseiller fédéral Moritz Leuenberger (PS, à g.) assume la charge de venir en aide aux victimes de l'amiante. KEYSTONE

L'ancien conseiller fédéral Moritz Leuenberger est chargé de réunir tout le monde pour élaborer un plan d'indemnisation

Patrick Chuard Berne

«Le but est de voir ce qu'on peut faire tout de suite pour venir en aide aux victimes de l'amiante et à leurs familles.» Le conseiller fédéral Alain Berset a annoncé hier la création d'une table ronde nationale. Elle sera présidée par Moritz Leuenberger, ancien conseiller fédéral socialiste.

La fibre cancérigène, interdite en Suisse depuis 1990 *(lire ci-dessous)*, continue de tuer en masse. Quelque 120 personnes contractent un cancer chaque année des décennies après leur exposition à l'amiante. La Suva (Caisse nationale d'assurance en cas d'accidents) a déjà accordé plus de 800 millions de francs d'indemnités pour des maladies professionnelles liées à l'amiante. C'est insuffisant, estime le Conseil fédéral. Chaque année, plus de 30 malades de l'amiante n'ont pas droit aux indemnités de l'assurance professionnelle. «Des bricoleurs qui utilisaient de l'amiante à l'époque, des travailleurs indépendants, voire des enfants, explique Alain Berset. Ces personnes n'ont pas droit aux indemnités et, très souvent, leur situation financière est moins bonne.»

La table ronde est chargée de

Datum: 26.02.2015

24 heures

Hauptausgabe

24 Heures
1001 Lausanne
021/ 349 44 44
www.24heures.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 31'421
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.211
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 5
Fläche: 61'618 mm²

chercher «des solutions» pour venir en aide à ces victimes. Sa mission consiste d'abord à réunir tout le monde autour d'une même table: associations de victimes, industriels, syndicats et assureurs. «Il est trop tôt pour esquisser les solutions à ce stade, nous ferons un bilan dans un an», promet Moritz Leuenberger. Il évoque tout de même l'éventualité d'une fondation «avec des fonds privés».

«Pas de *peanuts!*»

L'initiative est bien accueillie par les syndicats. «L'aide aux victimes est une priorité. Cela dit, nous espérons que ce processus aboutira à des dédommagements sérieux et pas seulement des *peanuts* charitables», réagit Luca Cirigliano, secrétaire central de l'Union syndicale suisse (USS). Même son de cloche du côté des associations de victime de l'amiante victimes, qui demandaient cette table ronde depuis longtemps: «Nous en espérons beaucoup, il est temps que la Suisse prenne au sérieux cette épidémie qui tue chaque semaine autour de nous», lâche François Iselin, fondateur du Comité d'aide aux victimes de l'amiante (Caova).

> «J'espère vivement que cette table ronde ne soit pas un alibi pour se donner bonne conscience»
>
> **Anne Mahrer**
> Conseillère nationale (Verts/GE)

Fonds ou table ronde

Mais tant les syndicats que les victimes auraient préféré la création d'un fonds national d'indemnisation. Une proposition faite à Berne et sur laquelle le National se prononcera le 11 mars. Cette solution n'a pas le soutien du Conseil fédéral, qui juge qu'elle «reporterait une responsabilité privée sur l'Etat». Coauteur de la motion à l'origine de cette demande, Guillaume Barrazone (PDC/GE) estime qu'un fonds ou une table ronde, c'est kif-kif. «L'important, c'est qu'on arrive à réparer des injustices avec un véritable instrument légal», estime le Genevois. Il pense que la Suisse pourrait s'inspirer de l'exemple de l'Angleterre, qui a forcé les assurances à accorder une aide aux victimes.

L'autre source d'injustice du dossier de l'amiante, c'est que la prescription pour les maladies professionnelles s'éteint dix ans après l'exposition à la fibre. «Ce qui est totalement injuste quand des personnes tombent malades des décennies après», rappelle Jean Christophe Schwaab (PS/VD). Ce délai a d'ailleurs été condamné en 2014 par la Cour européenne des droits de l'homme. La gauche souhaiterait le prolonger à trente ans via la révision du droit de la prescription, ce que refusent la droite et le patronat.

«Une épée de Damoclès»

«On marchande des délais, mais ce sont les victimes qui sont toujours perdantes», se désole la conseillère nationale Anne Mahrer (Verts/GE). Dans le monde politique, elle sait mieux que personne le danger que représente l'amiante: contaminée lorsqu'elle était bibliothécaire au collège du Foron, elle vit avec des plaques pleurales dans les poumons, qui pourraient provoquer un cancer. «L'amiante a fait son nid dans mes poumons et c'est une épée de Damoclès permanente», dit-elle. Elle espère en tout cas que la table ronde créée hier ne soit pas «un alibi pour se donner bonne conscience».

Catastrophe sanitaire
La fibre qui provoque la mort depuis un siècle

1906 Premiers cas de fibrose respiratoire rapportés chez des ouvriers de filatures d'amiante en France et en Angleterre.
1939 Inscription de l'asbestose (fibrose du tissu pulmonaire, due à l'amiante, qui entraîne une insuffisance respiratoire chronique) sur la liste des maladies professionnelles en Suisse.
1960 Mésothéliomes (cancers de la plèvre) en Afrique du Sud chez des travailleurs de mines d'amiante.
1973 Classement de l'amiante comme substance cancérigène par l'Agence internationale de recherche sur le cancer (IARC).
1990 La Suisse interdit l'usage de l'amiante.
2013 Stephan Schmidheiny, ancien CEO des usines Eternit, est condamné à 18 ans de prison par le Tribunal de Turin (I) pour avoir provoqué une «catastrophe sanitaire permanente». La condamnation sera annulée.
2014 La Cour européenne des droits de l'homme donne tort à la Suisse, estimant qu'une prescription de dix ans pour les maladies professionnelles est insuffisante.
2015 Le Conseil fédéral institue une table ronde pour indemniser les victimes, alors que 120 personnes meurent chaque année à cause de l'amiante.
2030 L'amiante aura tué jusqu'à 4500 personnes en Suisse, selon les projections de la Suva (caisse nationale en cas d'accidents).

Datum: 26.02.2015

LE TEMPS

Le Temps
1211 Genève 2
022/ 888 58 58
www.letemps.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 37'021
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.205
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 6
Fläche: 12'694 mm²

Une table ronde pour les victimes de l'amiante

> **Santé** Moritz Leuenberger à la présidence

Agé de 68 ans, l'ancien conseiller fédéral Moritz Leuenberger, qui a quitté le gouvernement en 2010, reprend du service. Le ministre de la Santé, Alain Berset, fait appel au socialiste zurichois pour présider une table ronde nationale sur l'amiante. L'objectif de ce dialogue, auquel participeront les représentants de l'économie, des entreprises ayant utilisé ce matériau, des syndicats, de l'association des victimes de l'amiante et la Suva, est de trouver des solutions pour apporter une aide financière aux victimes dans le besoin.

L'amiante a été très en vogue au siècle dernier. Entre les années 1900 et 1990, ce matériau a été fréquemment utilisé pour les bateaux, les pneus, les textiles, l'isolation thermique et la construction. L'amiante-ciment Eternit était très présent dans les bardeaux, les plaques ondulées, les conduites, les bacs à fleurs, les boîtiers de téléphone ou les composants d'appareils électriques.

On a cependant découvert par la suite que l'inhalation de fibres d'amiante provoquait de graves maladies, en particulier des tumeurs malignes de la plèvre (nommées mésothéliomes) et du péritoine. A fin 2013, 3902 cas de maladies professionnels avaient été recensés, induisant des dépenses d'assurance de plus de 870 millions de francs.

120 cas par an

Chaque année, en Suisse, 120 personnes tombent encore gravement malades pour avoir respiré des quantités cancérogènes de fibres d'amiante. Or, 20 à 30 de ces cas n'ont pas droit aux prestations de l'assurance accidents car l'inhalation s'est produite hors du cadre professionnel. Il s'agit par exemple d'indépendants ou de bricoleurs. Comme les prestations de l'assurance maladie et de l'assurance invalidité sont moins favorables, ces personnes risquent de tomber dans le besoin.

C'est pour leur venir en aide sans recourir à un fonds spécifique et pour analyser l'ampleur du problème que cette table ronde nationale est mise sur pied. «J'ai accepté ce mandat car il concerne une technologie que l'on a naguère fêtée comme miraculeuse mais qui par la suite s'est révélée catastrophique», commente Moritz Leuenberger, qui dit connaître quelques-uns des acteurs de cette affaire. Il pense que le travail durera un an et pourrait aboutir à une fondation alimentée par des entreprises privées.

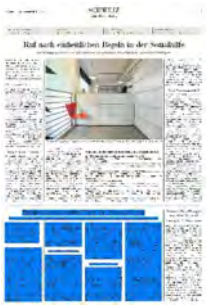
Bernard Wuthrich BERNE

Datum: 26.02.2015

Neue Zürcher Zeitung

Neue Zürcher Zeitung
8021 Zürich
044/ 258 11 11
www.nzz.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 114'209
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich



Themen-Nr.: 999.208
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 9
Fläche: 26'804 mm²

Bundesrat setzt runden Tisch für Asbestopfer ein

Unter der Leitung von Moritz Leuenberger soll eine Lösung für die finanzielle Entschädigung der Opfer gefunden werden

Der Bundesrat rechnet jährlich mit rund 120 Personen, die an den Spätfolgen von Asbest erkranken. Für Fälle, die nicht von der Unfallversicherung gedeckt sind, sollen primär die Verursacher aufkommen.

flj. Bern · Jedes Jahr erkranken rund 120 Personen an einem bösartigen Tumor im Bauch- und Brustfellbereich, weil sie eine krebserregende Menge an Asbestfasern eingeatmet haben. Ein Grossteil von ihnen hat Anspruch auf Leistungen der obligatorischen Unfallversicherung. Doch in rund 20 bis 30 von den 120 jährlichen Fällen besteht dieser Anspruch nicht – sei es, weil die Betroffenen zum Zeitpunkt der Schädigung selbständig erwerbend waren, sei es, weil sie die Fasern in ihrer Freizeit eingeatmet oder in der Nähe von asbestverarbeitenden Betrieben gewohnt haben.

Auch diese Personen sollen gemäss Bundesrat in den Genuss einer «angemessenen» finanziellen Entschädigung kommen. Der Bund selbst will sich aber nicht an der Finanzierung beteiligen, weil dies eine «Abwälzung privater Verantwortung an den Staat» wäre, wie Gesundheitsminister Alain Berset am Mittwoch vor den Medien in Bern betonte. Entsprechend hatte der Bundesrat bereits eine entsprechende Motion der nationalrätlichen Rechtskommission abschlägig beantwortet. Gleichzeitig hatte die Regierung damals aber signalisiert, dass sie offen sei, einen runden Tisch mit den Hauptakteuren einzusetzen, um eine Lösung zu suchen.

Suva zahlte 870 Millionen

Am Mittwoch nun hat der Bundesrat beschlossen, einen solchen runden Tisch ins Leben zu rufen. Dessen Leitung übernimmt alt Bundesrat Moritz Leuenberger. Daran teilnehmen sollen Organisationen, welche die Geschädigten vertreten, Unternehmen, die in diesem Bereich tätig waren, Vertreter von Gewerkschaften und Wirtschaft, die Behörden sowie die Schweizerische Unfallversicherungsanstalt Suva. Letztere hat bis 2013 bereits mehr als 870 Millionen Franken an Versicherungsleistungen ausbezahlt. Für die Zukunft rechnet sie mit Ausgaben in gleicher Höhe.

Der runde Tisch entspricht einer Forderung der Gewerkschaften. Entsprechend erfreut reagierte der Schweizerische Gewerkschaftsbund (SGB). Das Ziel müsse sein, «möglichst rasch» finanzielle Lösungen für bereits verjährte Fälle sowie für diejenigen zu finden, die nicht unter das Unfallversicherungsgesetz fielen. Die Entschädigung sei ein «später Akt der Gerechtigkeit». Im Vordergrund steht für die Gewerkschaften ein von der Wirtschaft finanzierter Entschädigungsfonds. Auch Leuenberger sprach von einer «unbestritten ungerechten Situation», in der sich die Opfer befänden. Er sei sich bewusst, dass es schwierig sei, alle Betroffenen an den Tisch zu bringen. Er hoffe aber auf eine Lösung innert Jahresfrist.

Streitpunkt Verjährung

Die Arbeiten des runden Tisches laufen parallel zu den parlamentarischen Beratungen im Bereich des Verjährungsrechts. Der Bundesrat hatte vorgeschlagen, dass gesundheitliche Spät- und Langzeitschäden an Personen erst nach 30 Jahren verjähren sollen anstatt wie heute bereits nach 10 Jahren. Dem Nationalrat ging dies zu weit. Er sprach sich im September des vergangenen Jahres für eine Frist von 20 Jahren aus. FDP, SVP und Wirtschaftsverbände kritisierten, das Verjährungsrecht verkomme zu einer «Lex Asbest».

Aus diesem Grund hat die ständerätliche Rechtskommission die Arbeiten am Gesetz sistiert, bis klarer ist, was im Bereich des Asbests weiter geschehen soll. Justizministerin Sommaruga hatte in der Debatte signalisiert, dass der Bundesrat einer Sonderregelung für Asbestopfer Hand bieten würde.

Somit könnten die Arbeiten des runden Tisches auch Einfluss auf die weitere Beratung der Gesetzesrevision haben – und umgekehrt. Unabhängig davon gilt es aber, Lösungen zu suchen für diejenigen Opfer, die durch Verursacher geschädigt wurden, die heute gar nicht mehr existieren und somit auch nicht verklagt werden können.

Asbest wurde insbesondere in den 1960er und 1970er Jahren auf dem Bau sowie in der Industrie breit verwendet, obwohl sich das Krebsrisiko bereits in den 1960er Jahren abzeichnete. In den 1970er Jahren wurden gewisse Anwendungen verboten, 1989 trat ein generelles Asbestverbot in Kraft. Viele Schäden treten erst Jahrzehnte nach dem Kontakt mit der Substanz auf. Bis Ende 2013 wurden rund 4000 berufsbedingte Asbest-Erkrankungen anerkannt, über 1800 Personen sind daran gestorben. Die Suva rechnet bis 2040 mit mehr als 1300 weiteren tödlichen Fällen.

Datum: 26.02.2015

Tages-Anzeiger

Tages-Anzeiger
8021 Zürich
044/ 248 44 11
www.tagesanzeiger.ch

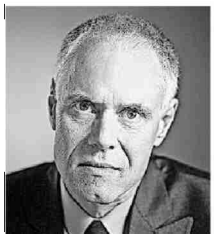
Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 172'920
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.211
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 3
Fläche: 21'431 mm²

Bundesrat setzt runden Tisch für Asbestopfer ein

Der frühere Bundesrat Moritz Leuenberger (SP) soll zwischen Geschädigten und Firmen vermitteln.

Christian Brönnimann
Bern


M. Leuenberger.

Leuenbergers letzter Fall. So könnte man die Mission von Alt-Bundesrat Moritz Leuenberger (SP), die ihn noch einmal zurück nach Bundesbern bringt, auch bezeichnen. Er selber verglich sich gestern vor Medienvertretern mit einem Ermittler, der aus dem Ruhestand zurückgeholt wird, um noch ein letztes Mal einen Fall aufzuklären. Leuenbergers Aufgabe ist es, die finanzielle Situation von Asbestopfern zu verbessern. Zu diesem Zweck hat der Bundesrat gestern die Schaffung eines runden Tischs beschlossen. Unter der Leitung von Leuenberger sollen Vertreter von Opferorganisationen, von Unternehmen, die im Bereich Asbest tätig waren, sowie von den Gewerkschaften, der Wirtschaft, der Suva und den Behörden an den Gesprächen teilnehmen.

120 neue Erkrankungen pro Jahr

Obwohl asbesthaltige Stoffe in der Schweiz seit 1989 verboten sind, erkranken nach wie vor jedes Jahr rund 120 Personen schwer, weil sie eine krebserregende Menge an Asbestfasern eingeatmet haben. Denn die meisten Erkrankungen haben eine lange Latenzzeit von bis zu 45 Jahren. 20 bis 30 der jährlich neu Erkrankten sind finanziell deutlich schlechter gestellt. Sie haben keinen Anspruch auf Geld der Unfallversicherung, weil ihre Erkrankung nicht berufsbedingt ist. Sie haben beispielsweise in der Nähe von asbestverarbeitenden Betrieben gewohnt oder in der Freizeit oder bei selbstständigen Arbeiten Asbestfasern eingeatmet. Insbesondere für diese Personengruppe und ihre Angehörige soll am runden Tisch eine einvernehmliche Lösung zur finanziellen Entschädigung gefunden werden.

Die Forderung nach einem runden Tisch kam von Opferorganisationen und dem Gewerkschaftsbund. Auch die Eternit (Schweiz) AG, die heutige Besitzerin der ehemaligen Eternit-Werke in Niederurnen und Payerne, hat bereits Offenheit für einen nationalen Opferfonds signalisiert. Die Firma hat 2006 selber eine Stiftung für Asbestopfer ins Leben gerufen. Laut einem Firmensprecher wurden seither an als bezugsberechtigt anerkannten Personen durchschnittlich 20 000 Franken ausbezahlt.

Bundesrat will nichts bezahlen

Die grosse Schwierigkeit wird sein, einen Konsens darüber zu erreichen, welche Firmen welchen Beitrag an die Asbestopfer zu leisten haben. «Es wird keine einfache Aufgabe», konstatierte Innenminister Alain Berset bei der Präsentation der Pläne. Eine finanzielle Beteiligung des Bundes an einem allfälligen Asbestfonds schloss Berset aus. «Damit würde private Verantwortung auf den Staat abgewälzt.»

Leuenberger wollte den kommenden Gesprächen nicht vorgreifen, skizzierte aber dennoch eine mögliche Lösung. Diese sähe eine Stiftung vor, die aus Beiträgen der Krankheitsverursacher finanziert würde. In einem Reglement wäre klar festgelegt, wer Anspruch auf welche Leistungen hätte. Für einen solchen Weg müssten die Verursacher natürlich bereit sein, sich nicht auf die juristische Verjährung der Fälle zu stützen.

Heute verjähren einklagbare Ansprüche auf Schadenersatz oder Genugtuung innerhalb von 10 Jahren. Im Parlament steht die Verlängerung der Frist auf 20 oder 30 Jahre zur Diskussion, was in vielen Asbestfällen aber immer noch zu wenig wäre. Weil keine Rückwirkung vorgesehen ist, kommt die Gesetzesrevision zudem für bereits Erkrankte ohnehin zu spät. Das steigert die Bedeutung des Runden Tischs zusätzlich. Erklärtes Ziel ist es, bis in einem Jahr eine Lösung gefunden zu haben.

Agentur, 2015-02-25 19:31:18

Amiante

Amiante: une table ronde pour aider financièrement les malades

----

Berne (ats) Une table ronde devra trouver des solutions pour aider financièrement les malades de l'amiante. Le Département fédéral de l'intérieur (DFI) a établi cet organe, approuvé mercredi par le Conseil fédéral. Présidé par l'ancien ministre Moritz Leuenberger, il associera malades, entreprises, syndicats et assurances.

Les quelque 120 personnes qui tombent chaque année malade à cause de l'amiante ne sont pas toutes logées à la même enseigne. Celles qui ont contracté leur cancer (tumeur maligne de la plèvre et du péritoine) hors du cadre professionnel, au nombre de 20 à 30 par an, touchent des prestations moins avantageuses.

Ces travailleurs indépendants, bricoleurs, ou personnes habitant près d'entreprises, ne peuvent en effet pas bénéficier de la couverture de l'assurance accident. Elles doivent se rabattre sur l'assurance maladie ou l'assurance invalidité (AI), moins généreuses.

"Traitements très chers"

"Elles doivent payer leur franchise et participer aux coûts. Les traitements sont pourtant très chers", a dit le ministre de la santé Alain Berset.

Afin de venir en aide à ces malades, il a concrétisé la solution évoquée en octobre dernier: lancer une table ronde avec les principaux acteurs. Cet organe aura pour mission d'améliorer la situation financière des personnes concernées en trouvant des consensus entre les participants.

"Nous ne sommes qu'au début d'un processus. Nous referons donc le point régulièrement", a souligné M. Berset. Un premier bilan pourrait intervenir dans un an. Et le Fribourgeois de glisser que le choix de Moritz Leuenberger se justifie par "sa faculté à trouver des solutions" entre différents acteurs.

Prescription débattue au Parlement

L'amiante occupe aussi le Parlement. Le Conseil national a proposé en septembre de porter de 10 à 20 ans le délai de prescription absolu pour les cas de dommages corporels. Plus généreux, le Conseil fédéral avait proposé d'accorder 30 ans aux victimes pour exiger réparation.

Le laps de temps établi par le National est jugé insuffisant par

certains. Le mésothéliome - ou tumeur - malin de la plèvre ou du péritoine met en moyenne 35 ans à se déclarer depuis l'exposition à l'amiante. Autre problème: l'entreprise responsable a pu entre-temps faire faillite.

En octobre, le Conseil fédéral avait refusé de mettre sur pied un fonds public. Il estimait que l'Etat ne doit pas assumer une responsabilité relevant du secteur privé.

Eternit et Schmidheiny

Le lancement de la table ronde est intervenu alors que l'affaire Eternit n'est pas encore close. Le procureur de Turin a demandé lundi le renvoi devant la justice de l'homme d'affaires suisse Stephan Schmidheiny.

Il l'accuse d'homicide volontaire aggravé pour le décès de 258 personnes, entre 1989 et 2014, dans les régions où se trouvaient des usines d'amiante du groupe Eternit.

Le milliardaire suisse avait été condamné en appel à 18 ans de prison pour le décès de près de 3000 personnes en Italie. Mais la plus haute juridiction transalpine avait annulé ce verdict et acquitté l'accusé, jugeant les faits prescrits.

(SDA/ATS\bo/fk)